

---

**SCCR/48/4**  
**ORIGINAL : ANGLAIS**  
**DATE : 14 MARS 2026**

## **Comité permanent du droit d'auteur et des droits connexes**

**Quarante-huitième session**  
**Genève, 18 – 22 mai 2026**

PROJET D'ELEMENTS POUR UN EVENTUEL INSTRUMENT INTERNATIONAL SUR  
LA GOUVERNANCE DES REDEVANCES DE DROIT D'AUTEUR DANS  
L'ENVIRONNEMENT NUMERIQUE

*établi par le Ministère de la justice de la République d'Indonésie*

## I. Présentation

1. Lors de la quarante-septième session du SCCR, les États membres et les observateurs sont convenus que le renforcement de la coordination internationale restait une priorité importante. De nombreuses délégations ont ainsi formulé des observations constructives sur la proposition indonésienne (document SCCR/47/6) et se sont prononcées en faveur de la poursuite de la recherche de solutions internationales pour relever les défis en matière de coordination. Les échanges qui ont eu lieu durant la session ont mis en évidence l'importance d'un dialogue continu et structuré sur les mécanismes de gouvernance susceptibles de contribuer à une transparence, une responsabilisation comptable et une interopérabilité accrues dans la gestion transfrontière des redevances de droit d'auteur. Sur la base de ces discussions, le présent document intitulé *“Éléments pour un éventuel instrument international sur la gouvernance des redevances de droit d'auteur dans l'environnement numérique”* a été élaboré à la suite de la quarante-septième session du SCCR, après consultation d'un large éventail de parties prenantes, notamment des organisations intergouvernementales et des représentants des compositeurs, des producteurs et des artistes interprètes ou exécutants, afin de tenir compte de divers points de vue techniques, juridiques et pratiques.

2. Le présent document vise à contribuer aux discussions en cours au sein du SCCR en identifiant des stratégies de gouvernance susceptibles de faciliter l'amélioration des mécanismes de communication, de coopération et de coordination, tout en invitant à une réflexion plus approfondie sur les principes de gouvernance susceptibles de renforcer la gestion transfrontière des redevances de droit d'auteur au sein de l'écosystème de la musique numérique. Il est présenté dans le but de favoriser un dialogue constructif et reflète la volonté de promouvoir une participation inclusive de l'ensemble des parties prenantes à l'échelle mondiale, notamment des États membres et des entités impliquées dans la gestion transfrontière des redevances. Le présent document propose également d'envisager l'inscription d'un point spécifique à l'ordre du jour, qui permettrait de mener des délibérations régulières et structurées sur les défis en matière de gouvernance, y compris, le cas échéant, l'examen des cadres normatifs internationaux.

3. Les aspects opérationnels de l'exploitation numérique contemporaine, notamment la fixation, la gestion des métadonnées, le traitement des données, la visibilité, l'évaluation et la gestion des rémunérations, ont donné naissance à un écosystème transfrontière complexe qui n'était pas prévu dans les cadres normatifs existants. Il en résulte un déficit de gouvernance dans la gestion transfrontière des redevances, qui se traduit par une fragmentation persistante des métadonnées, une répartition inéquitable des revenus pour les titulaires de droits, une transparence limitée dans la répartition par algorithme et des difficultés de coordination entre les acteurs concernés. Si les cadres nationaux demeurent essentiels, ils se heurtent à des limites inhérentes lorsqu'il s'agit de réglementer les plateformes numériques sans frontières, où la production de données, les flux de redevances et la prise de décision par algorithme dépassent les frontières des ressorts juridiques. En l'absence d'un cadre international, cela se traduit donc par une fragmentation des normes, des défaillances en matière de responsabilisation comptable et des mesures correctives inefficaces, en particulier lorsque les initiatives volontaires n'ont pas permis d'assurer l'interopérabilité ou la fiabilité des flux transfrontières. Ces défis sont encore aggravés par les technologies émergentes, notamment l'intelligence artificielle, ce qui souligne la nécessité de mieux comprendre les réalités afin de mettre en place des mécanismes de coopération efficaces, appropriés et réactifs.

4. L'objectif ultime d'un cadre de gouvernance, notamment des instruments éventuels, devrait être de renforcer l'exercice effectif des droits déjà reconnus par les traités internationaux existants, en établissant des **principes communs de gouvernance et des normes minimales de coordination internationale** en matière de transparence, de responsabilisation comptable, d'interopérabilité des systèmes de métadonnées et de coopération institutionnelle dans la gouvernance des redevances de droit d'auteur au sein de l'écosystème de la musique numérique.

## II. Informations générales

5. À sa quarante-septième session, le Comité permanent du droit d'auteur et des droits connexes a examiné une proposition présentée par l'Indonésie concernant la gouvernance de la gestion transfrontière des redevances de droit d'auteur dans l'environnement numérique.

6. La proposition indonésienne mettait en évidence les difficultés structurelles découlant du développement rapide des technologies numériques, qui ont permis l'expansion et la généralisation des plateformes numériques transnationales dans tous les ressorts juridiques, entraînant par la suite des problèmes tels que la fragmentation des métadonnées, un manque de transparence et une rémunération inéquitable pour les auteurs, les artistes interprètes ou exécutants, les producteurs et les autres titulaires de droits.

7. Plusieurs délégations et observateurs ont apporté leur soutien constructif et se sont félicités de la poursuite des discussions visant à approfondir ces questions et d'un dialogue structuré sur les mécanismes de gouvernance susceptibles de relever les défis liés à la gestion transfrontière des redevances.

8. L'élaboration du présent document a fait l'objet de consultations avec diverses parties prenantes, notamment des organisations intergouvernementales et des représentants des auteurs, des producteurs, des artistes interprètes ou exécutants et des organisations de gestion collective. Ces consultations visaient à intégrer divers points de vue techniques, juridiques et pratiques, en tenant compte des différents niveaux de développement, conformément à la recommandation n° 15 du Plan d'action de l'OMPI pour le développement.

9. L'initiative indonésienne s'appuie sur les propositions antérieures formulées par d'autres États membres et groupes régionaux et vient les compléter. Elle va dans le sens des propositions présentées par le groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (GRULAC) (SCCR/31/4), qui ont appelé à un examen plus approfondi du droit d'auteur dans l'environnement numérique, notamment en ce qui concerne les questions de transparence, les asymétries dans les négociations, la rémunération équitable, l'application transfrontière des droits et l'impact des technologies émergentes telles que l'intelligence artificielle. Cette initiative s'inscrit également dans le prolongement de la proposition du groupe des pays africains concernant une étude sur les droits des artistes interprètes du secteur audiovisuel et les mécanismes de rémunération pour l'exploitation de leurs interprétations (SCCR/47/4), qui souligne la nécessité d'examiner les stratégies visant à améliorer la situation économique des artistes interprètes ou exécutants de l'audiovisuel et à garantir qu'ils soient rémunérés de manière adéquate pour l'utilisation de leurs contributions créatives.

10. Au fil des années, les études et les rapports soumis au SCCR ont systématiquement mis en évidence des difficultés structurelles dans la gouvernance des redevances de droit d'auteur dans l'environnement numérique. Le document SCCR/41/2 met en évidence les insuffisances persistantes du marché de la musique numérique, notamment la transparence limitée des flux de revenus et le manque d'exactitude et d'interopérabilité des métadonnées, qui nuisent à l'identification correcte des titulaires de droits et à la répartition des redevances entre les différents ressorts juridiques. Ces préoccupations sont reprises dans le document SCCR/41/3, qui souligne l'efficacité limitée des droits des artistes interprètes ou exécutants pour garantir une rémunération continue, ainsi que les déséquilibres structurels en matière de pouvoir de négociation qui conduisent souvent à des modèles de rémunération forfaitaire. Par ailleurs, le document SCCR/41/6 met en évidence une fragmentation systémique plus générale, révélant des divergences de vues entre les États membres sur l'élaboration de normes internationales et soulignant l'absence d'approches coordonnées au niveau mondial pour traiter les questions transfrontières. En complément de ces conclusions, le document SCCR/41/7 montre comment l'évolution des marchés de la musique numérique, notamment l'essor des plateformes de diffusion en continu, la complexité des contrats de licence et le rôle croissant d'intermédiaires

tels que les agrégateurs, a bouleversé les chaînes de valeur traditionnelles et exacerbé les difficultés liées au suivi des redevances, à la gestion des données et aux flux transfrontières de redevances.

### **III. Introduction**

11. Les traités internationaux existants concernant le droit d'auteur et les droits connexes, notamment la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, la Convention de Rome pour la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, le Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur, le Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes, ainsi que le Traité de Beijing sur les interprétations et exécutions audiovisuelles, parallèlement à l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), établissent une base solide et neutre sur le plan technologique pour la protection des droits exclusifs des auteurs, des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs et des organismes de radiodiffusion.

12. Parallèlement, les aspects opérationnels de l'exploitation numérique moderne, notamment la fixation, la gestion des métadonnées, le traitement des données, la visibilité, l'évaluation et la répartition transfrontière des rémunérations, ont donné naissance à un écosystème transfrontière complexe qui n'était pas prévu dans les cadres normatifs existants. Le problème central ne réside donc pas dans une insuffisance des droits matériels, mais plutôt dans un véritable manque de gouvernance en matière de gestion transfrontière des redevances. Ce manque se traduit par une fragmentation persistante des métadonnées, des disparités dans l'évaluation qui affectent les titulaires de droits, un manque de transparence dans la répartition automatique des redevances et des difficultés de coordination entre les entités chargées de la gestion transfrontière des redevances.

13. Si les cadres réglementaires nationaux sont indispensables à la mise en œuvre au niveau national, ils se heurtent toutefois à des limites inhérentes à la nature transfrontière de l'écosystème de la musique numérique. Les données d'utilisation sont générées et traitées à l'échelle mondiale, les flux de redevances concernent simultanément plusieurs ressorts juridiques et la prise de décision par algorithme se fait à des échelles qui dépassent les limites d'un seul territoire. L'absence de cadre juridique international entraîne une fragmentation des normes, des défaillances en matière de responsabilisation comptable et des mesures correctives inefficaces, en particulier lorsque les initiatives volontaires menées par le secteur se sont révélées insuffisantes pour garantir une interopérabilité continue des métadonnées ou des flux transfrontières fiables de redevances.

14. Ces défis sont encore aggravés par l'émergence rapide de nouvelles technologies, telles que l'intelligence artificielle, qui compliquent encore l'identification, l'attribution et la rémunération des œuvres dans l'environnement numérique. Une meilleure compréhension des expériences menées aux niveaux national et régional, ainsi que des pratiques actuelles des parties prenantes, sera essentielle pour garantir que tout mécanisme de coopération soit efficace et approprié et qu'il réponde aux besoins réels.

15. En conséquence, le présent document recense les éléments qui pourraient être pris en considération si les États membres décidaient de poursuivre leurs travaux dans ce domaine. Un tel cadre viendrait uniquement compléter les traités existants, ne redéfinirait pas les droits matériels, ne réglementerait pas les technologies et tiendrait compte des modèles économiques légitimes et de la liberté contractuelle. Son seul objectif serait de se concentrer sur les principes fondamentaux de gouvernance et les mécanismes de coordination susceptibles de renforcer la transparence, la responsabilisation comptable, l'interopérabilité et une rémunération équitable dans l'environnement numérique.

#### IV. Raisons

16. La pertinence et la forme précise d'un éventuel cadre de gouvernance internationale pour la gestion transfrontière des redevances de droit d'auteur dépendront fortement des objectifs qu'il est censé servir. Il a notamment pour objectifs : de renforcer la sécurité juridique de la gouvernance transfrontière des redevances pour toutes les parties, y compris mais sans s'y limiter les titulaires de droits et les entités chargées de la gestion transfrontière des redevances; de réduire les insuffisances relatives aux flux transfrontières de redevances; de promouvoir une rémunération plus équitable pour les titulaires de droits; d'améliorer la transparence et la responsabilisation comptable algorithmique dans les mécanismes de distribution et de répartition des redevances; de prévenir l'absence d'attribution ou l'attribution erronée des redevances; de renforcer les capacités institutionnelles durables dans les pays en développement et les pays les moins avancés (PMA); et de soutenir la vitalité et la croissance à long terme des économies de la création à l'échelle mondiale.

17. La première raison tient à la nécessité de renforcer la sécurité juridique dans la gouvernance transfrontière des redevances. Des normes de gouvernance claires, transparentes et interopérables amélioreraient la fiabilité pour toutes les parties concernées, notamment les auteurs, les artistes interprètes ou exécutants, les producteurs et les titulaires de droits qui souhaitent vérifier leur rémunération et la percevoir, les entités chargées de gérer les distributions transfrontières de redevances, ainsi que les fournisseurs de services numériques traitant des données d'utilisation à grande échelle, créant ainsi un environnement plus stable pour l'exploitation par l'intermédiaire des plateformes.

18. Une deuxième raison tient à la réduction des insuffisances. La fragmentation des métadonnées, l'hétérogénéité des formats de déclaration des redevances et l'absence de mécanismes transfrontières fiables de rapprochement entraînent actuellement des charges administratives importantes, des retards et des redevances non réclamées. Des principes minimaux de gouvernance internationale pourraient réduire ces coûts et améliorer l'efficacité des flux de redevances, en complétant les initiatives existantes.

19. Une troisième raison tient à la possibilité pour les titulaires de droits d'obtenir une rémunération équitable grâce à la mise en place de solutions pratiques visant à renforcer la transparence des méthodes de répartition des redevances et de la vérification des données. De cette manière, ce cadre pourrait contribuer à remédier aux disparités persistantes en matière d'évaluation qui touchent de nombreux titulaires de droits, tout en tenant compte des dispositions contractuelles.

20. Parmi les autres motifs figure le renforcement de la confiance institutionnelle grâce à la garantie de l'intégrité des systèmes de perception et de répartition des redevances, à l'amélioration du rapprochement des données et de la coopération transfrontière, au renforcement de la responsabilisation comptable des entités chargées de la gestion des redevances, ainsi qu'au soutien à des mécanismes ciblés de renforcement des capacités et de financement destinés aux organisations de gestion collective dans les pays en développement et les pays les moins avancés, permettant ainsi une participation plus inclusive au marché numérique mondial.

21. Enfin, une telle approche en matière de gouvernance pourrait contribuer à l'objectif général consistant à maintenir des économies de la création florissantes en garantissant que les rémunérations parviennent aux ayants droit de manière plus fiable et plus prévisible, encourageant ainsi une production culturelle, une innovation et une diffusion accrues par l'intermédiaire de plateformes, dont les fournisseurs de services numériques, dans toutes les régions.

22. Tout futur instrument de gouvernance devrait intégrer des garanties claires et appropriées concernant la protection des données à caractère personnel, la concurrence loyale et le droit souverain des États de réglementer les données conformément à leur législation nationale et au droit international applicable. Il devrait également être conçu selon une approche pratique, efficace et évitant la répétition des actions, afin de ne pas créer de lourdeurs administratives ou institutionnelles. Ainsi, cela permettrait d'apporter une réponse ciblée, proportionnée et complémentaire aux difficultés de coordination transfrontière identifiées, sans porter atteinte au cadre juridique existant ni entraîner une refonte réglementaire complète.

## **V. Éléments d'un cadre de gouvernance éventuel**

23. Les paragraphes ci-après présentent, de manière systématique, les éléments que les États membres pourraient souhaiter prendre en considération dans le cadre d'un dispositif international axé sur la gouvernance. Ces éléments sont présentés comme des sujets de discussion plutôt que comme des dispositions contraignantes, et sont regroupés en fonction des principales caractéristiques à prendre en considération :

### **a. Cadre juridique général/Rapport avec les instruments antérieurs**

Tout nouvel instrument serait strictement complémentaire des traités internationaux existants relatifs au droit d'auteur et aux droits connexes (notamment la Convention de Berne, la Convention de Rome, le Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur, le Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes, le Traité de Beijing et l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce), sans entraîner de dérogation à leurs dispositions. Aucune disposition du présent cadre ne modifierait, ne limiterait ni ne porterait atteinte aux droits et obligations établis en vertu de ces traités. Cet instrument s'appliquerait exclusivement au niveau de la gouvernance dans le cadre de la gestion transfrontière des redevances.

### **b. Objectifs stratégiques**

Parmi les éléments potentiels figure l'objectif de renforcer l'exercice effectif des droits déjà reconnus en établissant des principes relatifs à la transparence, à la responsabilisation comptable et à l'interopérabilité dans la gestion des redevances, dans le but d'améliorer la fiabilité de la gouvernance transfrontière des redevances, de réduire les insuffisances et de permettre aux titulaires de droits de bénéficier d'une rémunération équitable dans l'environnement numérique.

### **c. Portée/objet de l'instrument**

Parmi les éléments potentiels figure une attention particulière accordée dans un premier temps aux titulaires de droits sur les phonogrammes, compte tenu de leur rôle prépondérant dans l'exploitation numérique transfrontière et de leur exposition précoce aux mutations technologiques. La portée de ce cadre pourrait être étendue à l'avenir à d'autres catégories d'œuvres et de droits connexes, à mesure que l'expérience acquise avec ce cadre s'enrichit et que la convergence numérique évolue.

### **d. Mise en œuvre de l'instrument**

Les parties contractantes seraient tenues d'adopter, en conformité avec leurs pratiques et leurs systèmes juridiques respectifs, les mesures nécessaires pour donner effet aux dispositions.

### **e. Bénéficiaires**

Les principaux bénéficiaires seraient les auteurs, les artistes interprètes ou exécutants, les producteurs et les autres titulaires de droits dont les œuvres et les droits connexes sont

exploités dans l'environnement numérique. Grâce à des mécanismes de gouvernance améliorés, ces titulaires de droits seraient mieux à même de vérifier qu'ils perçoivent une rémunération juste et équitable. Les entités chargées de la gestion des redevances, notamment les organisations de gestion collective et les fournisseurs de services numériques, trouveraient un intérêt à la mise en place de principes de gouvernance plus clairs et de normes minimales de coordination internationale, tandis que les parties contractantes verraient leurs capacités institutionnelles renforcées pour soutenir leurs économies de la création nationales.

**f. Nature et étendue des obligations (transparence, interopérabilité, responsabilisation comptable)**

Parmi les éléments potentiels figurent les principes internationaux relatifs à la transparence dans la perception, la répartition et la distribution des redevances; l'interopérabilité des systèmes de métadonnées et de données d'utilisation; ainsi que la responsabilisation comptable dans les cas où des systèmes algorithmiques influencent les résultats en matière de rémunération. Ces principes s'appliqueraient aux interactions entre les entités chargées de la gestion des redevances, notamment mais sans s'y limiter les organisations de gestion collective et les fournisseurs de services numériques, tout en respectant la législation applicable en ce qui concerne la protection des données à caractère personnel, la concurrence loyale et le droit souverain des États à réglementer les données.

**g. Mécanismes d'acquisition ou de fixation (service d'enregistrement des métadonnées, identifiants)**

Parmi les éléments potentiels figure la promotion de mécanismes de fixation fiables facilitant l'authentification et la vérification, y compris la reconnaissance des identifiants sectoriels existants (ISRC, ISWC), des principes relatifs à l'interopérabilité et à la correction des données, ainsi qu'un rôle de coordination neutre pour l'OMPI afin de faciliter la coopération technique. Les États membres pourraient envisager des approches de mise en œuvre par étapes ou modulaires, pouvant inclure un service d'enregistrement fédéré ou centralisé.

[Fin du document]